

Audience publique du 25 juin 2009

Recours formé par
Madame ..., ... (D)
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 25004 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 10 novembre 2008 par Madame ..., demeurant à D-..., dirigée contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 30 septembre 2008 (no GR 135.08 du rôle) ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 4 février 2009 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale litigieuse ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Madame ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie.

Suite au dépôt en date du 3 octobre 2007 de la déclaration de l'impôt sur le revenu pour l'année 2005, Madame ... fut informée par un courrier du 13 mai 2008 du bureau d'imposition Luxembourg Y de la section des personnes physiques du service d'imposition de l'administration des Contributions directes, qu'en raison de la présentation tardive de la déclaration d'impôt, une imposition par voie d'assiette n'était plus possible.

Par lettre du 3 juin 2008, Madame ... adressa au directeur de l'administration des Contributions directes une demande de restitution au sens du paragraphe 154 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, en faisant valoir que la remise tardive de la déclaration d'impôt s'expliquerait par le fait que son père serait tombé malade en 2006.

Cette demande fut rejetée comme non fondée par le directeur par une décision du 30 septembre 2008, référencée sous le numéro GR 135.08 du rôle, libellée comme suit :

« Nach Einsicht des am 5. Juni 2008 von Frau ..., wohnhaft in D-..., aber mit Zustellungsvertreter in Luxemburg, gestellten Antrags auf Nachlass aus Billigkeitsgründen von Steuern zur Einkommenssteuer des Jahres 2005;

Auf Grund von Paragraph 131 AO in der Fassung des Gesetzes vom 7. November 1996;

In Erwägung, dass nach der Verfassung Steuern nicht nur streng nach Gesetz erhoben werden, sondern auch der Steuererlass unter Gesetzesvorbehalt steht und demnach keine Frage des Ermessens, sondern nur der Auslegung ist;

Dass Steuern nicht im Verwaltungsverfahren sondern in der ausserstreitigen Gerichtsbarkeit und nach Massgabe vom Paragraph 131 erlassen oder erstattet werden, wenn und soweit die Einziehung im Einzelfall wegen besonderer Umstände, die bei der Besteuerung von rechtswegen ausser Betracht bleiben, objektiv und subjektiv unbillig ist;

In Erwägung, dass die Petentin durch ihren Antrag die Verweigerung des Steueramtes einer Veranlagung zur Einkommensteuer, wegen verspäteter Abgabe der Steuererklärung rückgängig machen will;

In Erwägung, dass aus der Steuerakte hervorgeht, dass die Petentin für das Jahr 2005 ihre Steuererklärung als Antrag zur Besteuerung laut Artikel 157ter des Einkommensteuergesetzes (L.I.R.) gestellt hat;

In Erwägung, dass laut der für das Jahr 2005 geltenden Gesetzgebung aufgrund eines solchen Antrags eine Besteuerung durch Veranlagung des Steuerpflichtigen stattfinden muss; dass jedoch im Falle einer Veranlagung laut Artikel 157ter L.I.R. es zu keiner Nachforderung an Steuern führen kann und dass infolgedessen eine Besteuerung gemäß Artikel 157ter L.I.R. nur eine mögliche Steuererstattung bewirken kann;

In Erwägung, dass § 153 AO festlegt: „wo außer den Fällen der §§ 151 und 152 Erstattungsansprüche aus Rechtsgründen zugelassen sind, erlöschen sie, falls nicht anderes bestimmt ist, wenn sie nicht bis zum Schluss des Jahres geltend gemacht werden, das auf das Jahr folgt, in dem die Ereignisse, die den Anspruch begründen, eingetreten sind“;

In Erwägung, dass im vorliegenden Fall der Antrag auf Besteuerung laut Artikel 157ter L.I.R. des Jahres 2005 bis zum 31. Dezember 2006 einzureichen gewesen wäre;

In Erwägung, dass die Einkommensteuererklärung für das Jahr 2005, welche am 3. Oktober 2007 eingereicht wurde, als verspätet abgegeben zu betrachten ist;

In Erwägung, dass der Paragraph 131 AO dem Direktor nicht die Befugnis gibt die Verstreichung einer Ausschlussfrist aufzuheben;

**AUS DIESEN GRÜNDEN
ENTSCHEIDET:**

Der Antrag ist als unbegründet zurückzuweisen. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 10 novembre 2008, Madame ... a introduit un recours contre la décision directoriale précitée du 30 septembre 2008.

Le délégué du gouvernement conclut à l'irrecevabilité du recours en ce que la requête introductive d'instance ne satisferait pas aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives.

La demanderesse n'a pas pris position par écrit par rapport à ce moyen d'irrecevabilité.

Aux termes de l'article 1^{er}, alinéa 2 de la loi précitée du 21 juin 1999, la requête introductive doit contenir notamment l'exposé sommaire des faits et des moyens invoqués, ainsi que l'objet de la demande.

S'il suffit que cet exposé soit sommaire, la requête introductive d'un recours ne doit cependant pas rester muette sur les moyens à l'appui de la réclamation, elle ne doit pas être dépourvue des indications indispensables et elle doit contenir des conclusions. Si l'omission d'indiquer des moyens entraîne l'irrecevabilité de la demande pour violation des droits de la défense, étant donné que la partie défenderesse ne saurait utilement préparer et assurer sa défense, *a fortiori*, l'absence d'une demande met le juge dans l'impossibilité pure et simple de statuer. Pareille insuffisance initiale constitue un vice entachant la requête introductive d'instance qui ne saurait être ni purgé par un renvoi, fût-il exprès, aux pièces jointes au recours, ni régularisé dans un mémoire ampliatif (cf. trib. adm. 22 janvier 1998, n° 10298 du rôle, Pas. adm. 2008, V° Procédure contentieuse, n° 328).

En l'absence de l'invocation de moyens susceptibles d'entraîner l'annulation ou la réformation de la décision en question, il n'appartient pas au tribunal administratif de suppléer à la carence de la partie demanderesse et de rechercher lui-même les moyens juridiques qui auraient pu se trouver à la base des conclusions de la demanderesse. Dans ce cas, le tribunal doit constater que l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi précitée du 21 juin 1999 a été violé dans la mesure où la requête ne contient pas un exposé sommaire des moyens (cf. trib. adm. 5 juillet 2000, n° 11527 du rôle, Pas. adm. 2008, V° Procédure contentieuse, n° 329).

En l'espèce, force est de constater que la demanderesse reste en défaut de formuler dans sa requête ne serait-ce que sommairement un quelconque moyen tangible susceptible de dégager les raisons qui l'amènent à contester la décision directoriale déferée, de sorte que le tribunal, appelé à vider un contentieux fiscal, n'est pas en mesure de cerner concrètement un quelconque débat juridique que la demanderesse souhaiterait voir toiser.

Le tribunal est ainsi amené à constater une insuffisance au niveau de la requête introductive d'instance au regard des exigences légales pré-indiquées devant entraîner l'irrecevabilité du recours, sans que cette conclusion soit énervée par le fait que la demanderesse a comparu personnellement et sans l'assistance d'un professionnel de la postulation, la possibilité accordée aux justiciables de défendre eux-mêmes leur cause devant le tribunal administratif en la présente matière n'emportant pas pour autant

dispense du respect des exigences procédurales en la matière telles que prescrites par l'article 1^{er} de la loi précitée du 21 juin 1999.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne la demanderesse aux frais.

Ainsi jugé par:

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 25 juin 2009 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

Claude Legille

Carlo Schockweiler